

PERFORMANCE SOCIÉTALE DES COLLECTIVITÉS

Présentation des premiers résultats nationaux pour 2010

31 mars 2010

PERFORMANCE SOCIÉTALE DES COLLECTIVITÉS

UN CONSTAT

- Le développement durable est un argument **récurrent** de toute communication, il est omniprésent dans le discours médiatique.
- C'est une **préoccupation** pour les citoyens qui formulent à partir de ce concept des attentes auxquelles le politique doit répondre.
- La formulation concrète et la connaissance des réalisations en la matière par les collectivités qui les gouvernent est pourtant très **floue** pour bon nombre de citoyens.

PERFORMANCE SOCIÉTALE DES COLLECTIVITÉS

DES INTERROGATIONS

- Quelle peut être la **mobilisation** au plan local autour des objectifs de développement durable ?
- Quel décalage peut-il y avoir entre les **attentes** exprimées et la satisfaction des citoyens quant aux services publics délivrés ?
- Comment sont déclinées les déclarations voire les **engagements** pris par le politique dans la gestion quotidienne de la collectivité ?

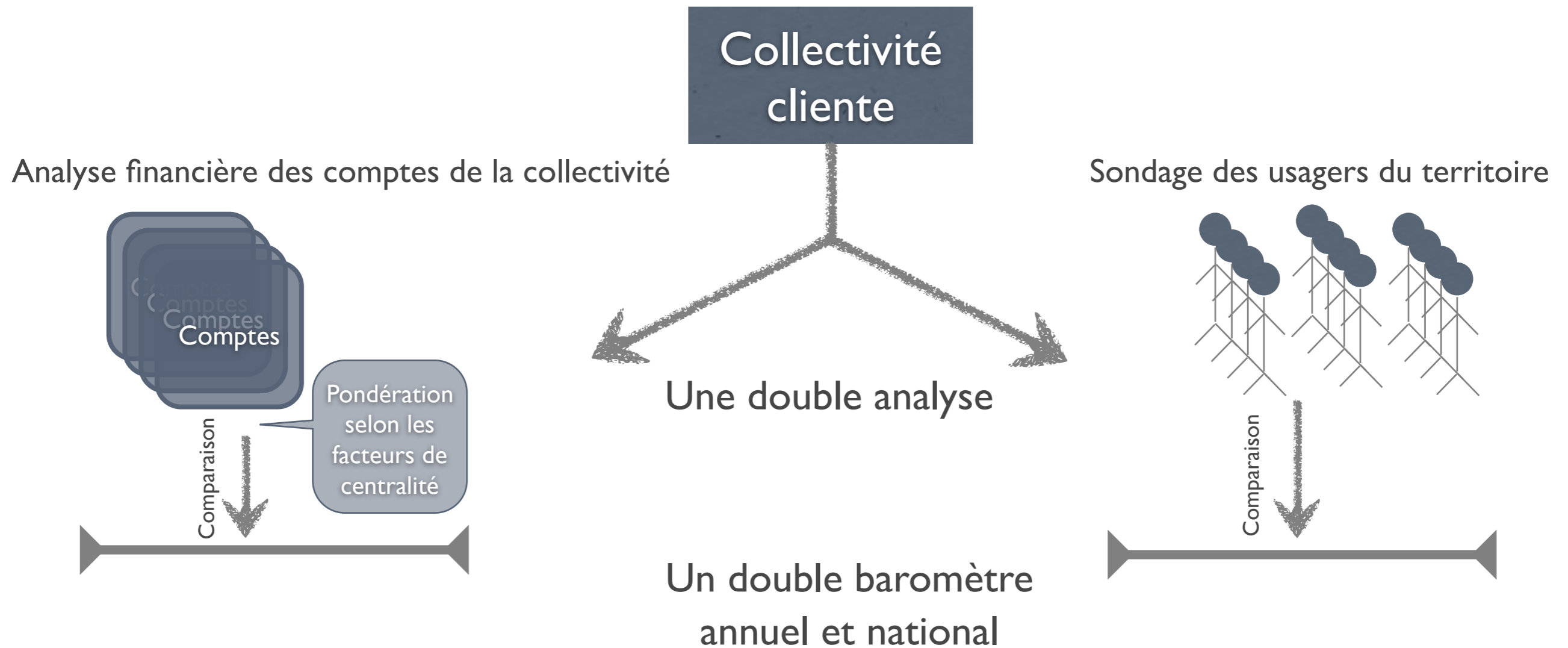
PERFORMANCE SOCIÉTALE DES COLLECTIVITÉS

UNE ANALYSE COMPARATIVE ET ANNUELLE

- Les collectivités sont **par nature responsables socialement** devant leurs citoyens et, au-delà, devant les usagers du territoire.
 - Il n'existait jusqu'à aujourd'hui aucune mesure systématique de la **perception** des efforts engagés par les collectivités.
 - Il n'existait pas non plus de référentiel sur les **moyens** d'action dont disposent les collectivités.
- **La performance sociétale d'une collectivité résume les capacités d'action de la collectivité et leur réception par les usagers du territoire.**

PERFORMANCE SOCIÉTALE DES COLLECTIVITÉS

UNE MÉTHODE INNOVANTE



PERFORMANCE SOCIÉTALE DES COLLECTIVITÉS

UN COMITÉ SCIENTIFIQUE

Un comité scientifique a été réuni pour encadrer et guider les travaux. Il s'est réuni tout au long de l'année 2009.

- **Jean-Luc Boeuf**, administrateur territorial, Professeur à Sciences-Po et ancien DGS de région, département, ville et intercommunalité.
- **François Leblond**, Préfet de Région honoraire, Président de la COFHUAT (Confédération Française de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire).
- **Vincent Renard**, Professeur à Polytechnique et à l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDDRI) de Sciences-Po.
- La commission Croissance Responsable de **CroissancePlus**

SONDAGE DES USAGERS DES TERRITOIRES

Bruno Jeanbart

Directeur général adjoint d'OpinionWay
en charge des études politiques et d'opinion

SONDAGE DES USAGERS DES TERRITOIRES

MÉTHODOLOGIE

- Étude réalisée auprès d'un échantillon de 1987 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.
- Mode d'interrogation: L'échantillon a été interrogé en ligne sur système Cawi (Computer Assisted Web Interview).
- Dates de terrain: les interviews ont été réalisés le 15 au 27 janvier 2010.

SONDAGE DES USAGERS DU TERRITOIRE

CONSTRUCTION DES INDICATEURS DE SATISFACTION

- On pondère chaque modalité de réponse par un coefficient propre (100 pour les réponses « tout à fait d'accord », 33 pour les « plutôt d'accord », -33 pour les « plutôt pas d'accord » et -100 pour les « pas du tout »).
- On additionne les effectifs pondérés et on les divise par le nombre total de réponses (en excluant les non réponses ou NSP), ce qui donne une moyenne pondérée comprise entre 100 et -100.

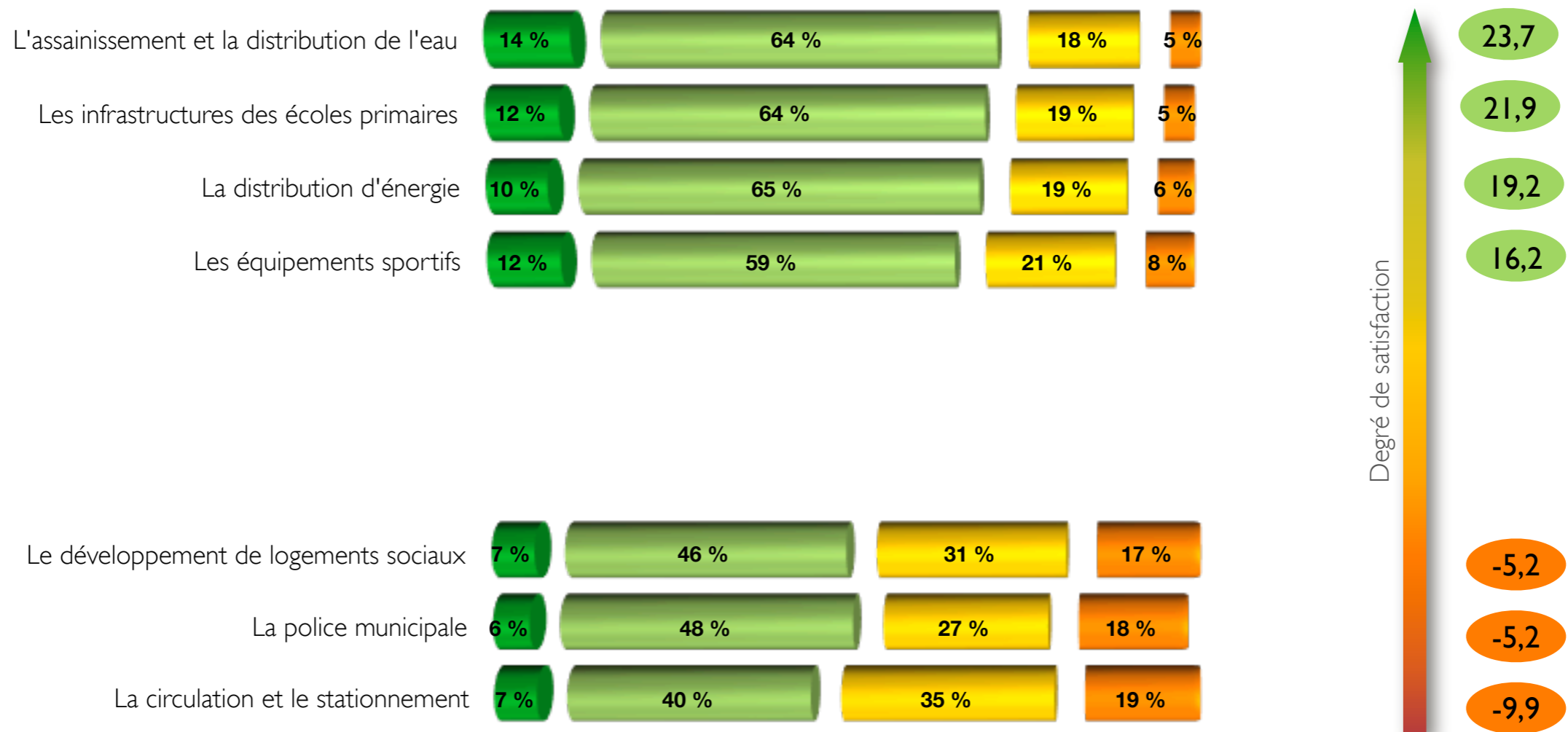
L'échelle étant orthonormée, la construction des indices part du principe que la « distance » entre une réponse « plutôt d'accord » et une réponse « tout à fait d'accord » est équivalente à celle qui sépare une réponse « plutôt d'accord » d'une réponse « plutôt pas d'accord ».

On peut ainsi éviter une lecture des résultats qui se focaliserait sur le sous-total « D'accord » et ignorerait donc la grande différence de fait qui existe entre un critère qui génère 50% de « tout à fait d'accord » et 30% de « plutôt d'accord » et un autre qui génère 30% de « tout à fait d'accord » et 50% de « plutôt d'accord ».

- Les indices sur une échelle de -100 à 100 mesurent donc avant tout l'**intensité des attitudes mesurées.**

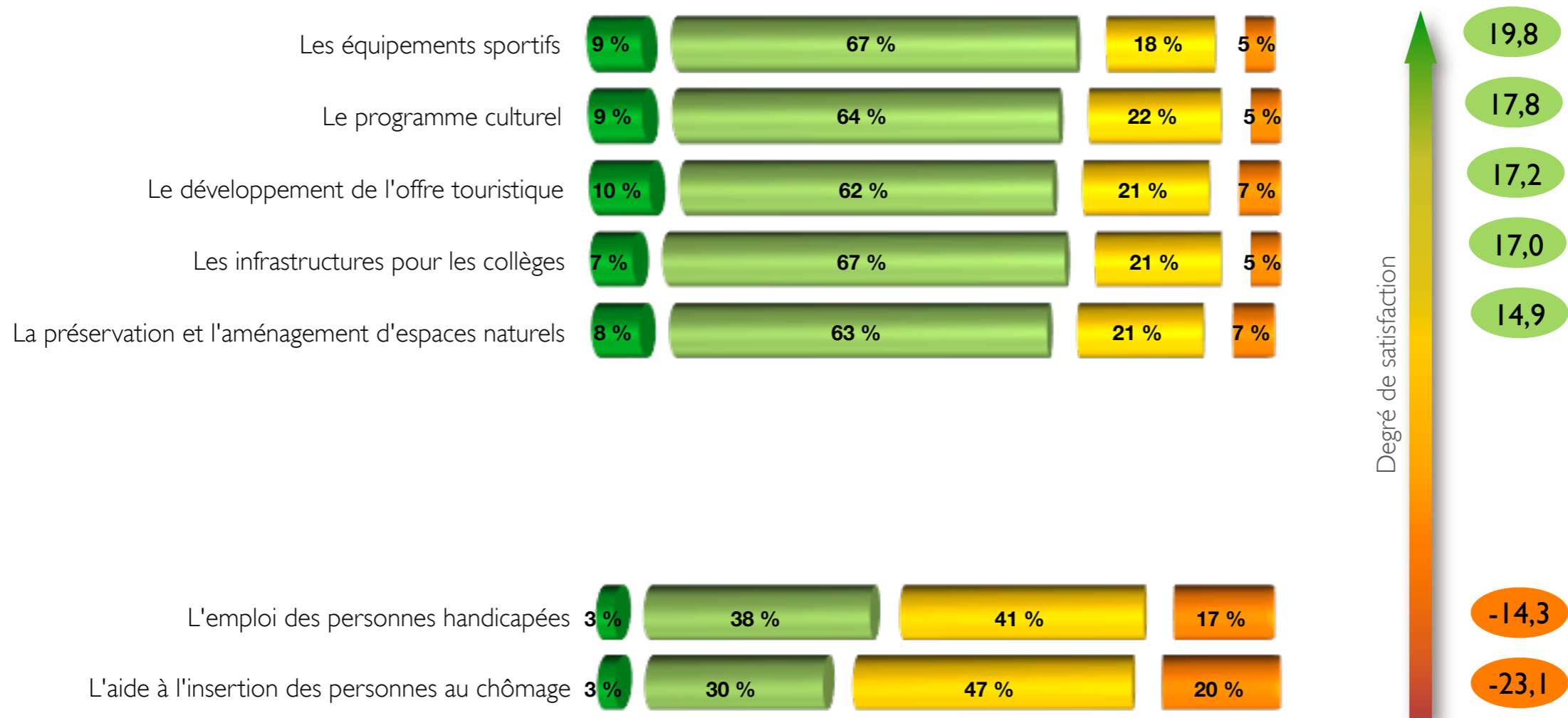
SATISFACTION ENVERS LES SERVICES DE LA COMMUNE

- Q : Pour chacun des sujets suivants, indiquez si vous êtes très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout satisfait par les services de votre commune ?



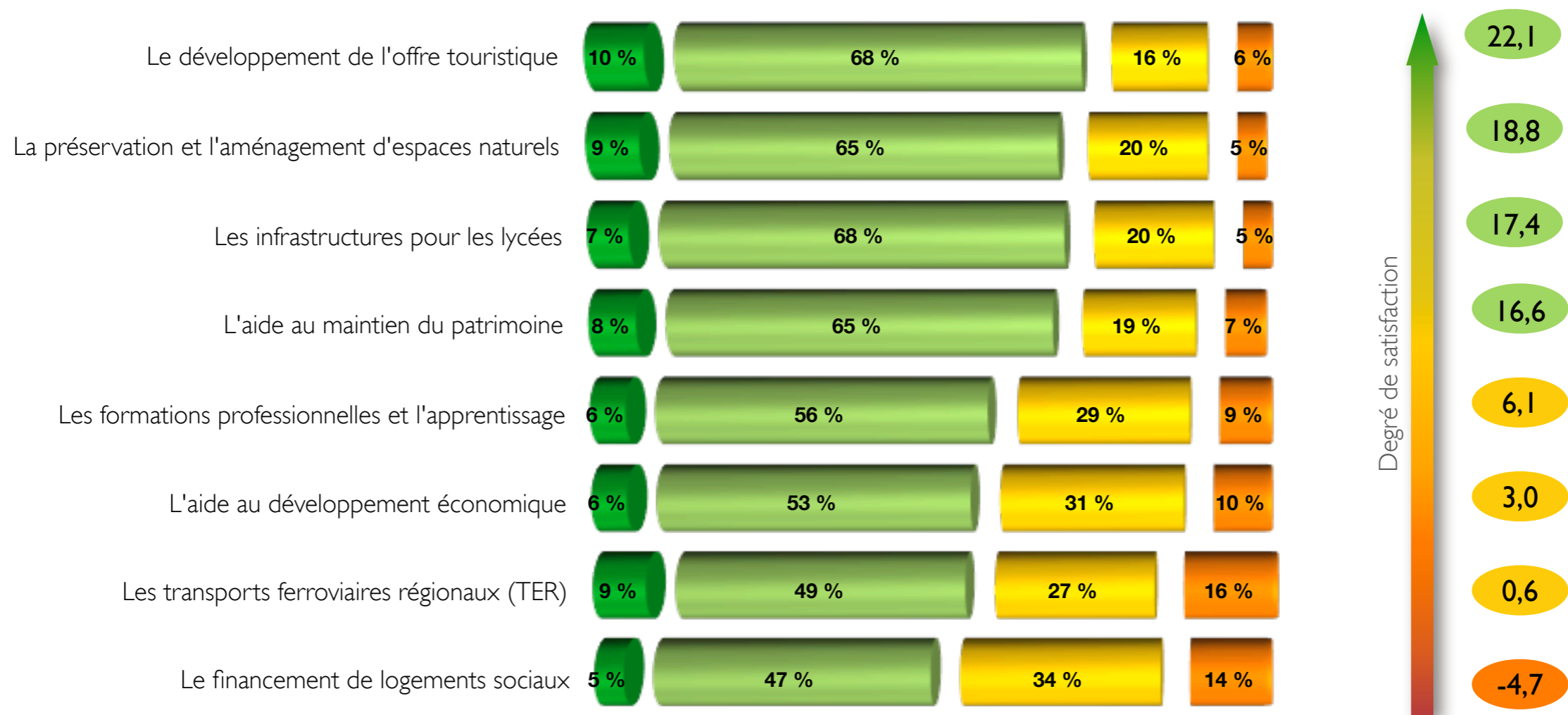
SATISFACTION ENVERS LES SERVICES DU DÉPARTEMENT

- Q : Pour chacun des sujets suivants, indiquez si vous êtes très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout satisfait par les services de votre département ?



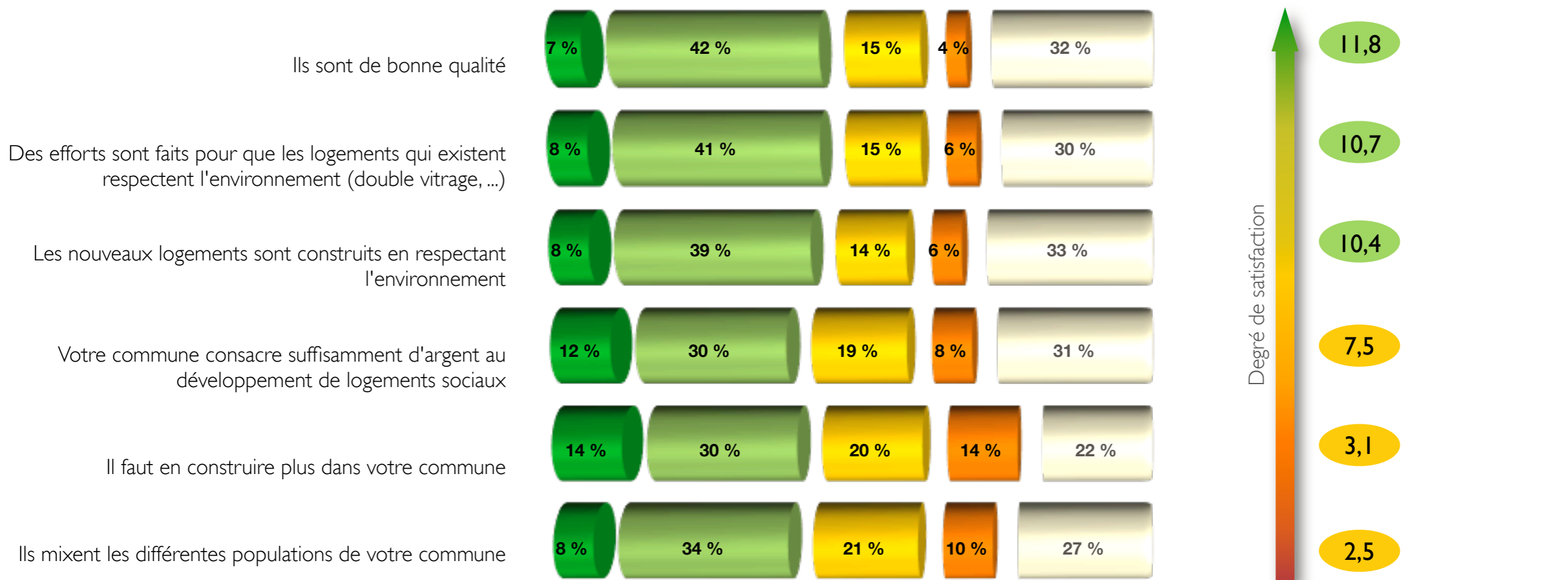
SATISFACTION ENVERS LES SERVICES DE LA RÉGION

- Q : Pour chacun des sujets suivants, indiquez si vous êtes très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout satisfait par les services de votre région ?



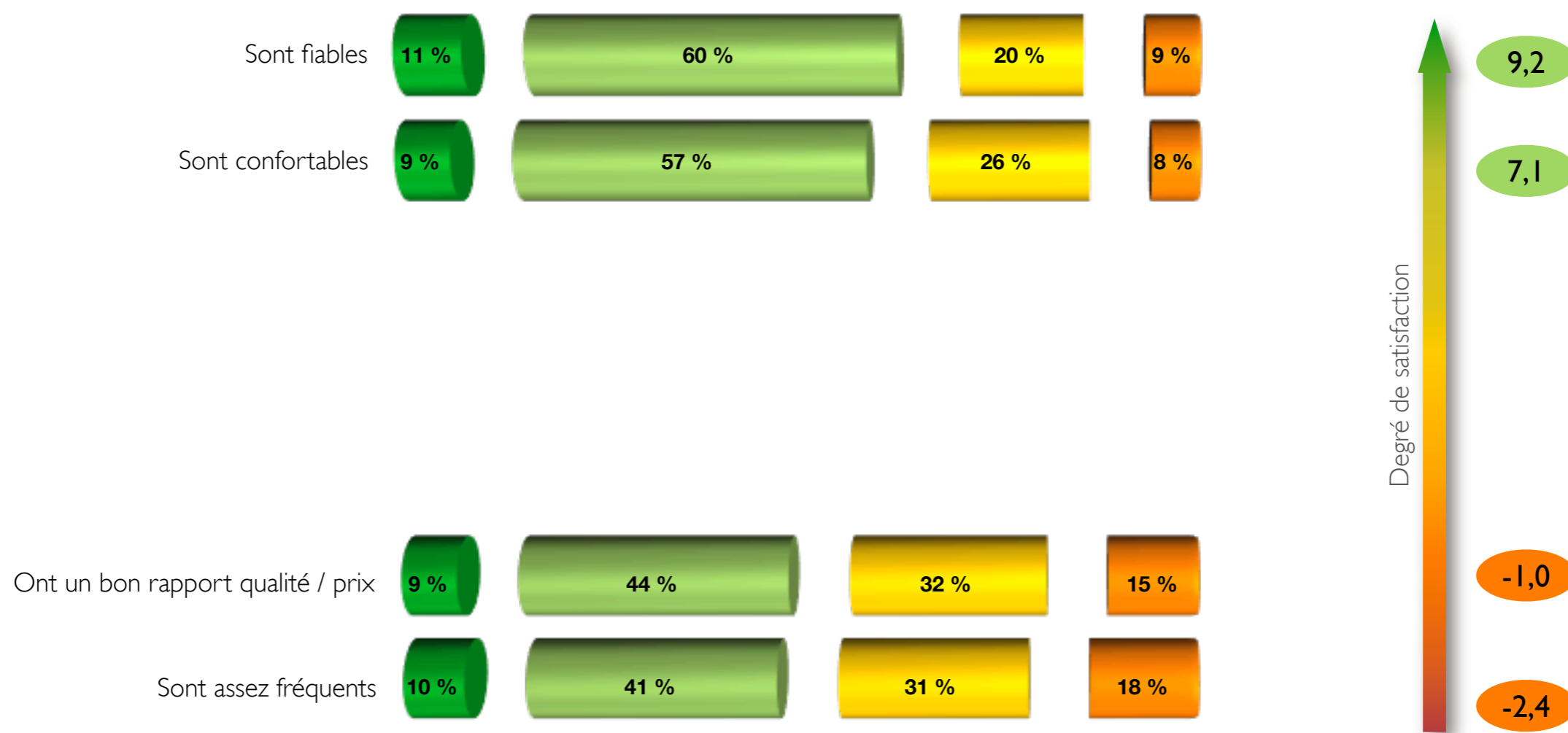
PERCEPTION DÉTAILLÉE DES LOGEMENTS SOCIAUX DE LA COMMUNE

• Q : Concernant les logements sociaux gérés par votre commune, diriez-vous que...?



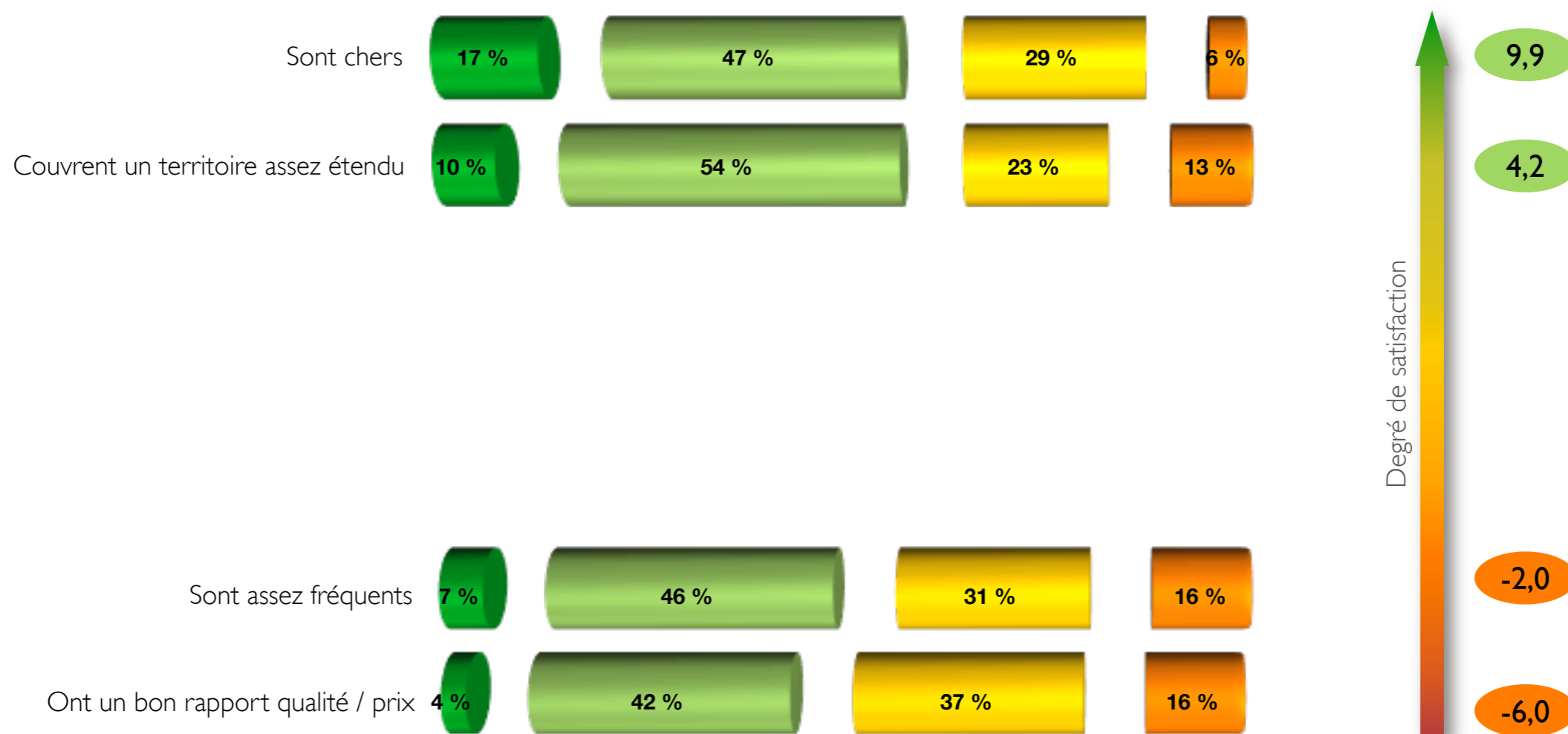
PERCEPTION DÉTAILLÉE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA COMMUNE

- Q : Concernant les transports en commun dans votre commune, diriez-vous qu'ils...



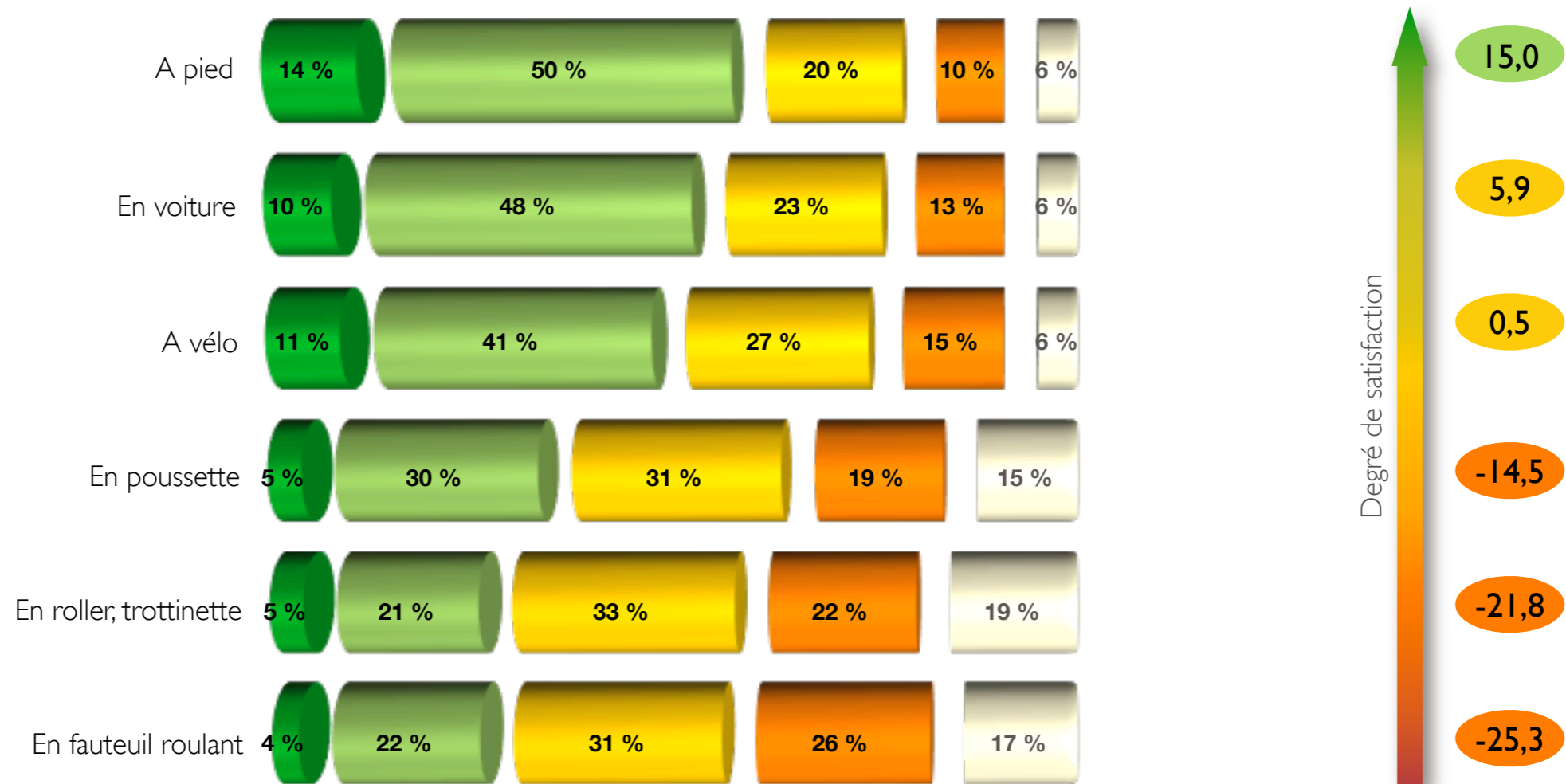
PERCEPTION DÉTAILLÉE DES TER/RER DANS LA RÉGION

- Q : Concernant les TER dans votre région/RER en IDF, diriez-vous qu'ils...



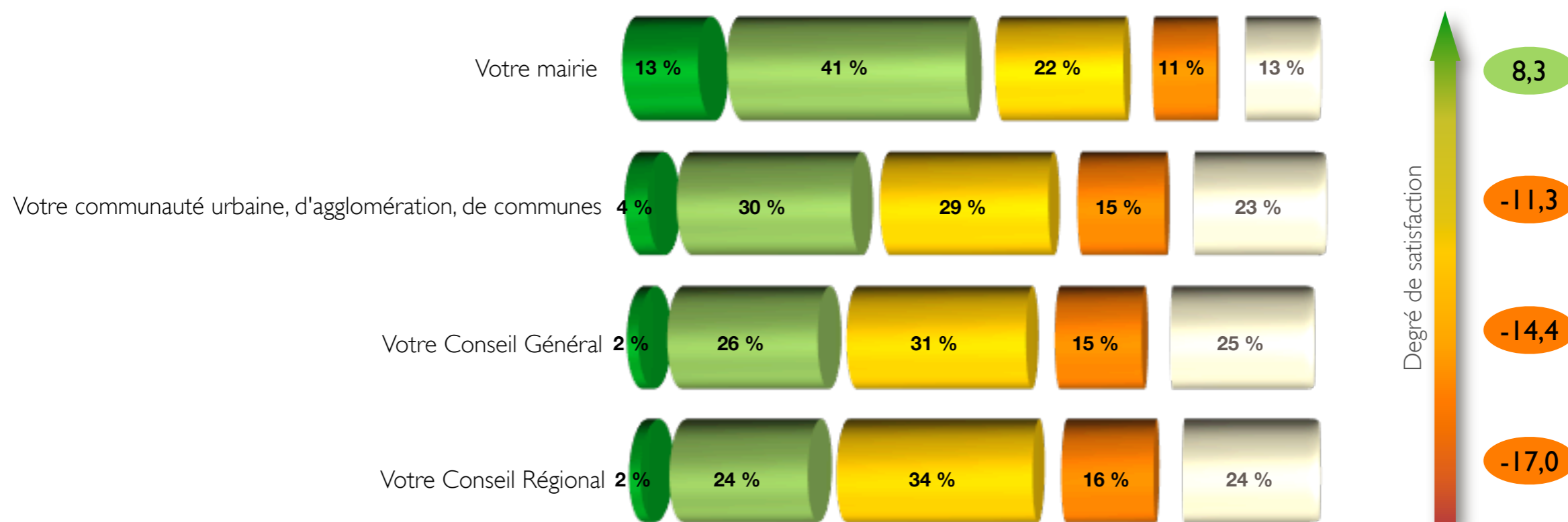
PERCEPTION DE LA POLITIQUE DE DÉPLACEMENT

- Q : Diriez-vous que votre commune œuvre efficacement pour faciliter les déplacements ...



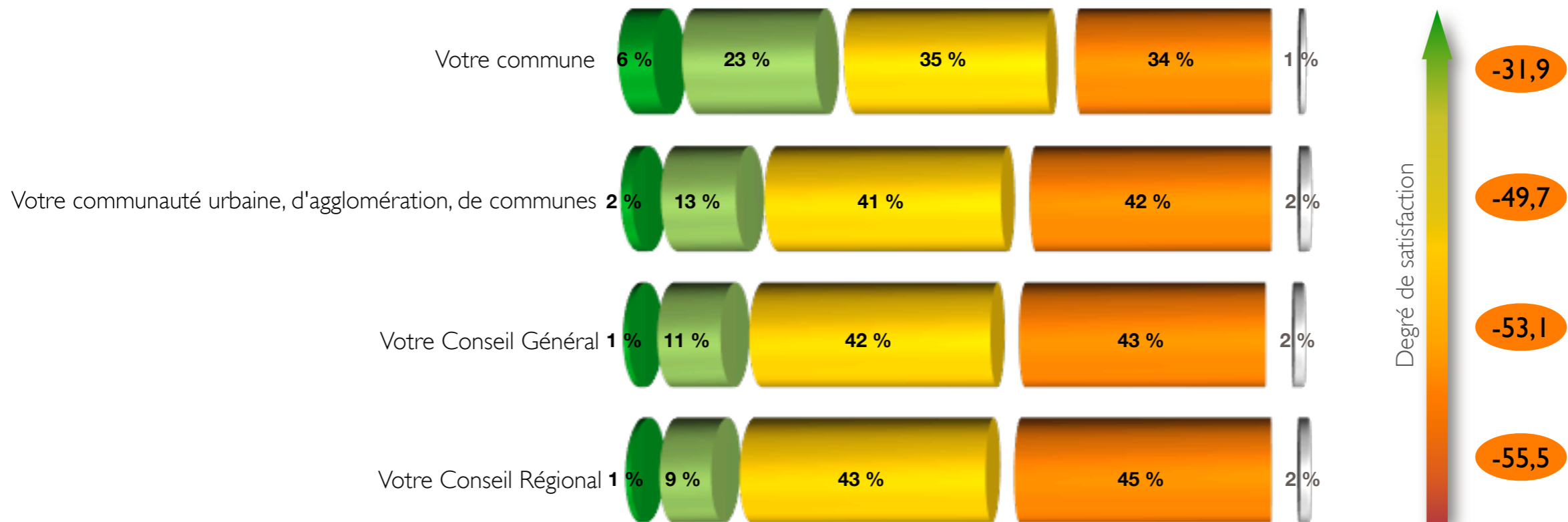
NIVEAU D'INFORMATION PERÇU

- Q : De manière générale, diriez-vous que vous êtes très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal informé des décisions prises par ...?



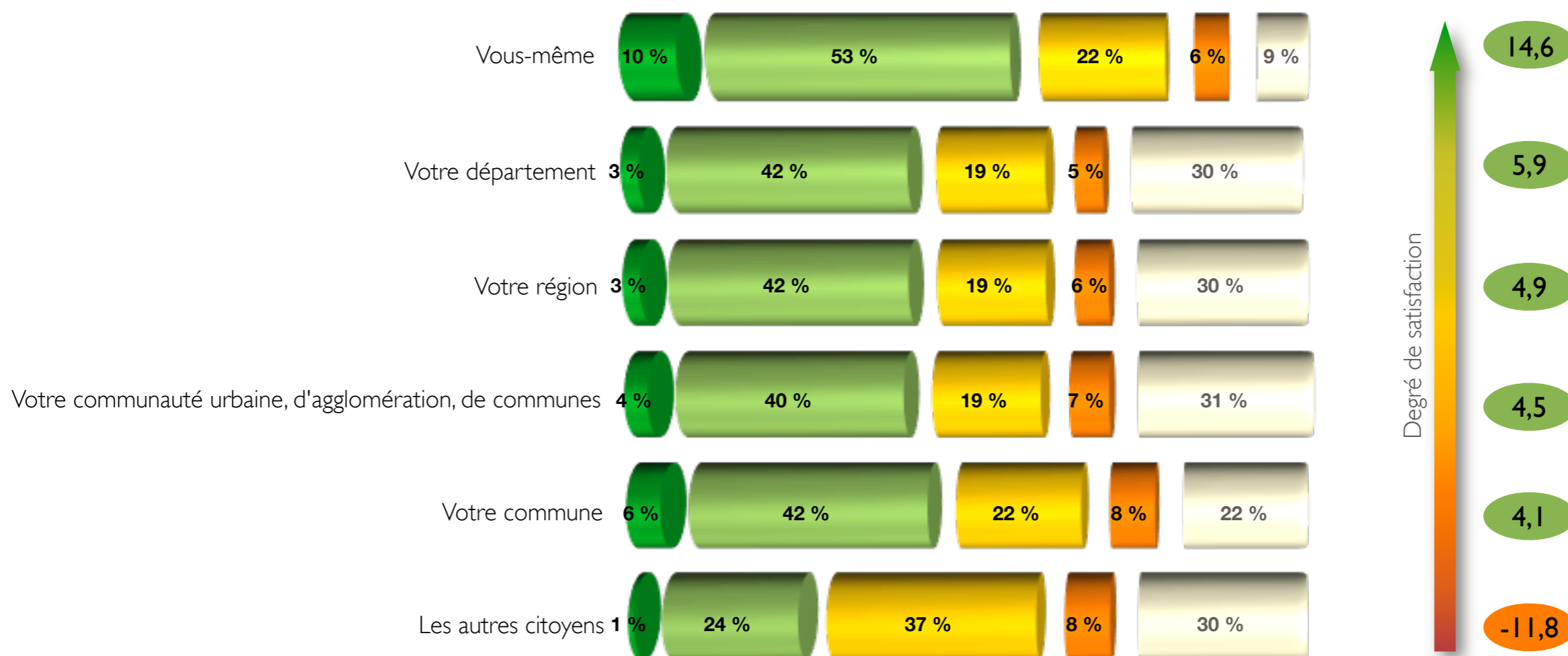
SENTIMENT D'ÊTRE ASSOCIÉ AUX DÉCISIONS

• Q : Vous sentez-vous associé aux décisions de ... ?



PERCEPTION DE L'INVESTISSEMENT DANS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Q : Globalement, pour chacun des acteurs suivants, diriez-vous qu'il est très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout investi dans le développement durable?



L'ANALYSE FINANCIÈRE

Céline Moyon
Consultante, Public Evaluation System

PERFORMANCE SOCIÉTALE

L'ANALYSE FINANCIÈRE

- Evaluer la soutenabilité des finances d'une collectivité consiste à **identifier les marges de manoeuvre** dont elle dispose pour réorienter ses politiques, intégrer de nouvelles exigences environnementales, sociales, économiques.
- Cette évaluation financière est **comparative**: la normativité de l'action locale ne peut être différente des pratiques communément reproduites.
 - Les résultats de l'analyse d'une collectivité seront exprimés en référence à la moyenne de sa catégorie, un ratio de 100 signifiant que la collectivité se situe au niveau moyen.
- Elle est **systemique**: chaque indicateur ne peut se lire indépendamment des autres.
 - L'effort d'investissement se lit à l'aune de l'endettement de la collectivité ou encore de sa capacité à financer ses projets sur fonds propres, etc.

L'ANALYSE FINANCIÈRE

TYPOLOGIE DES INDICATEURS

Les **Marges de manoeuvre**

- Disponibilité des marges
- Extériorité

Puis-je disposer de marges de manoeuvre financières sur mes dépenses courantes?

La **Soutenabilité**

- Couverture

Le volume et la progression des dépenses courantes peuvent-ils être couverts par des recettes stables et prévisibles à l'avenir?

La **Fiscalité**

- Pour les villes uniquement

Le levier fiscal constitue-t-il une ressource potentielle?

L'**Endettement**

- Le niveau d'endettement
- Le coût d'endettement

Ai-je déjà mobilisé mes sources de financement et pourrai-je encore le faire?

L'**Investissement**

- Effort d'investissement

Mon effort d'investissement est-il adapté à mes capacités financières?

L'ANALYSE FINANCIÈRE

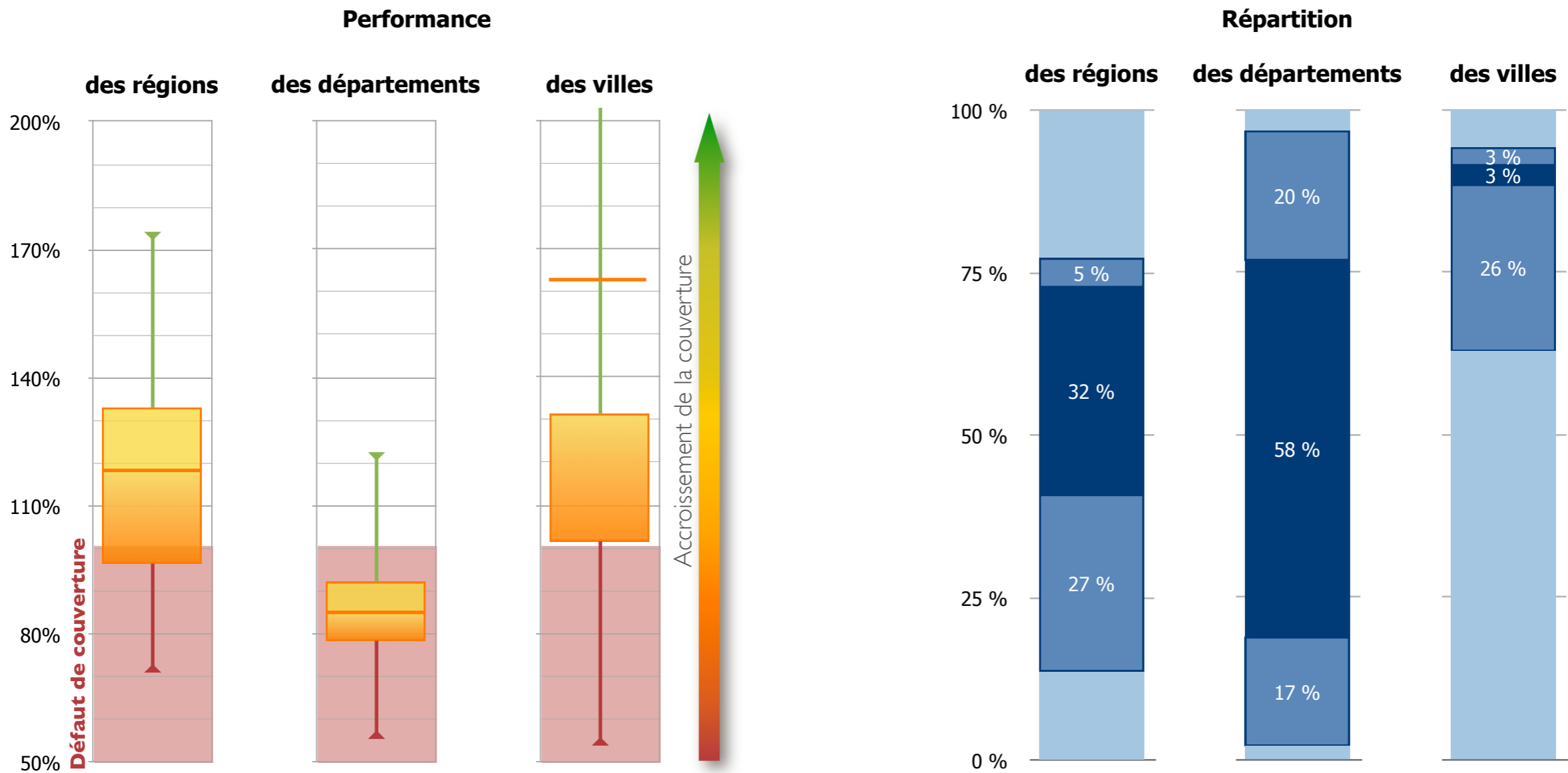
CONSTRUCTION DES INDICATEURS

- Année de l'étude: un **constat**
- Sur les 4 dernières années: une **évolution**
 - Chaque indicateur est construit à partir du constat annuel et pondéré par l'évolution des dernières années
- Des indicateurs adaptés à chaque échelon de collectivité
 - La constitution des paniers de recettes et dépenses sont spécifiques aux régions, départements et villes.
 - Mobilités et services publics: des charges spécifiques pour les villes centres

L'analyse financière des villes est accompagnée d'une analyse des caractéristique économiques, sociales et démographiques du bassin de vie de la commune étudiée.

L'ANALYSE FINANCIÈRE

ILLUSTRATION D'UN CRITÈRE



Légende

- Seuils minimum / maximum
- Moyenne
- Intervalle dans lequel se situent 50% des collectivités étudiées
- Régions situées à +/- 25% de la moyenne
- Régions entre 10% et 25% de la moyenne
- Régions à +/- 10% de la moyenne



L'ANALYSE FINANCIÈRE

RÉSULTATS NATIONAUX

- Couverture et marges de manoeuvre, un **nombre croissant de collectivités sont en difficulté financière.**
 - Les $\frac{3}{4}$ des départements ne peuvent couvrir les dépenses impondérables (personnel et prestations sociales) par le seul produit de la fiscalité directe et des dotations de l'Etat.
 - La faiblesse du produit de la fiscalité directe pénalise dans une moindre mesure les régions.
 - Les villes qui bénéficient de la plus grande part de fiscalité directe dans leurs recettes ont des marges nettement supérieures (les $\frac{3}{4}$ des villes de plus de 100 000 habitants ont des marges supérieures à celles de la quasi totalité des départements).
 - Pas de fatalité: malgré les dernières vagues de décentralisation, quelques régions (9%) et départements (6%) ont amélioré leurs marges de manoeuvre.
- Une **plus grande diversité de situations sur les critères de recettes** (endettement, fiscalité) que sur ceux de dépenses (extériorité, investissement).
 - 9% des régions, 15% des départements et 17% des villes s'approchent du niveau moyen d'endettement.
 - 50% des régions, 39% des départements et 40% des villes s'approchent du niveau moyen d'investissement.
 - Les inégalités de ressources initiales, les choix de financement sont contrebalancés par des profils de dépenses relativement plus homogènes au sein d'un même échelon de collectivités.
- L'**endettement** direct **des collectivités est à relativiser.**
 - L'indice pondéré d'endettement représente toujours moins d'un an de recettes pour les $\frac{3}{4}$ des collectivités avec une prudence particulière de la part des départements.
 - 36% des régions, 46% des départements et 63% des villes ont amélioré leur solvabilité sur les 4 dernières années.
- Les **régions consentent toujours l'effort d'investissement le plus important.**
 - Ce constat est accompagné d'une très grande variété des niveaux d'investissement.

NOTRE OFFRE

NOTRE OFFRE

- Une étude **annuelle** qui permet d'évaluer la **performance sociétale de la collectivité** cliente:
 - L'équilibre financier de la commune est-il soutenable?
 - Comment les destinataires de l'action locale la perçoivent?
 - ➔ Ces éléments locaux seront systématiquement comparés avec les résultats du double baromètre national.
- Un prix : **30 000 €**, qui intègre:
 - L'analyse financière comparée critère par critère pondérée par le contexte local.
 - Une étude d'opinion locale auprès d'un échantillon de 1000 individus représentatif de la population cible, sur la base du questionnaire national enrichi de la prise en compte d'une action locale choisie par le client.
 - ➔ Une synthèse des points forts et faibles de la collectivité croisera les résultats du sondage avec ceux de l'analyse financière.

CONTACTS

Public Evaluation System

Stanislas Boutmy

Directeur général

01 49 49 03 34

s.boutmy@public-evaluation.com

OpinionWay

Charles-Henri d'Auvigny

Directeur général adjoint

01 78 94 89 93

chdauvigny@opinion-way.com